

Unité bidépartementale Eure Orne  
cité administrative - place Bonet  
CS 40020  
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 02/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LE FEUVRIER**

RD 323  
72470 Champagné

Références : 61-2024-127  
Code AIOT : 0005302566

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement LE FEUVRIER implanté RUE THIMONNIER - ZI LA CROCHERE 61100 Flers. L'inspection a été annoncée le 24/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée de levée de doute suite à un signalement pour un supposé entreposage de boues.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LE FEUVRIER
- RUE THIMONNIER - ZI LA CROCHERE 61100 Flers
- Code AIOT : 0005302566
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site LE FEUVIER de Flers est spécialisé dans le tri-transit-regroupement de déchets métalliques, de papiers/cartons/plastiques, de déchets dangereux en faible quantité et de véhicules hors d'usage. Le site occupe une surface d'environ 7 ha.

#### Contexte de l'inspection :

- Plainte

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'article 21 de l'arrêté du 26 novembre 2012, modifié par arrêté du 22 décembre 2023, impose depuis le 1er juillet 2024 la rédaction par l'exploitant d'un plan de défense contre l'incendie à transmettre au SDIS, ainsi que la réalisation d'un exercice de défense incendie. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la transmission au SDIS du plan de défense contre l'incendie, ainsi que de la réalisation d'un exercice de défense incendie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.IV	Demande d'action corrective	7 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Impact sur les sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 46	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun entreposage de boues n'a été observé. La hauteur d'entreposage des véhicules hors d'usage (VHU) dépollués (3 m maximum) n'était pas respectée lors de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Impact sur les sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Impact sur les sols
<b>Prescription contrôlée :</b>  Contrôle par l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

**Constats :**

L'inspection a été réalisée suite à un signalement par une personne non identifiée auprès de la DDT de l'Orne. Selon ce signalement, des boues seraient prétendument entreposées sur le site, de façon non appropriée.

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'entreposage de boues; des travaux d'agrandissement du bassin de régulation des eaux pluviales sont en cours. Pour ce faire, l'ancien bassin a été vidé et sa membrane est en cours d'enlèvement. Une faible quantité d'eau stagnante est observée au fond du bassin. Ces observations ne constituent aucune non-conformité.

Il est toutefois constaté qu'une zone de terres excavées présente une couleur grise. Il n'est pas possible de déterminer visuellement si cette couleur est d'origine naturelle ou si elle correspond à une contamination des sols, notamment du fait de la présence à proximité d'une portion de réseau enterré désaffecté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser des analyses sur des échantillons de sols prélevés dans la zone autour du bassin de régulation des eaux pluviales. Ces analyses devront comporter au moins les paramètres suivants : Hydrocarbures totaux, BTEX, hydrocarbures aromatiques polycycliques, métaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

**Prescription contrôlée :**

Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été observé la présence de véhicules dépollués entreposés sur une hauteur d'environ 5 m (donc dépassant la hauteur maximale de 3 m), dans la zone de chargement de la cisaille.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra respecter la hauteur maximale de 3m pour l'empilement des véhicules dépollués.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours